

CHAPITRE 1

Le fait brut n'existe presque jamais dans
l'espace public

Un événement arrive quelque part.

Une foule se rassemble. Une usine ferme. Une bombe tombe. Une phrase est prononcée. Une rivière déborde. Un policier frappe. Un ministre annonce. Une entreprise licencie. Une frontière se ferme. Un enfant meurt. Une ville brûle. Un chiffre sort d'un rapport. Une vidéo apparaît sur un téléphone. Une catastrophe commence dans une région que la plupart des gens seraient incapables de placer sur une carte sans transpirer un peu.

Voilà le fait, ou du moins ce que nous appelons ainsi par commodité.

Quelque chose a eu lieu.

Mais entre ce qui a eu lieu et ce que le public reçoit, il y a déjà un monde. Pas forcément un mensonge. Pas forcément une manipulation consciente. Pas nécessairement une opération parfaitement organisée par des gens en costume noir dans une pièce sans fenêtres. La réalité est souvent plus banale, donc plus difficile à attraper : il y a des choix, des contraintes, des filtres, des formats, des mots, des délais, des angles, des hiérarchies, des habitudes professionnelles, des intérêts, des paresse, des urgences, des traductions, des montages.

Le fait brut, dans l'espace public, est presque toujours déjà passé entre des mains.

On ne reçoit pas l'événement. On reçoit une version de l'événement.

Cette distinction semble simple. Elle ne l'est pas. La plupart des récits dominants vivent précisément du fait que nous l'oublions.

Nous disons : « J'ai vu ce qui s'est passé. » En réalité, nous avons vu une vidéo de trente secondes, extraite d'une scène plus longue, publiée par quelqu'un, reprise par d'autres, titrée par un média, commentée par des gens qui n'étaient pas là, insérée dans un contexte politique, émotionnel ou moral déjà disponible. Nous disons : « Les chiffres montrent que... » En réalité, nous avons vu un chiffre choisi dans une série, présenté sans toujours connaître la méthode, la période, la définition exacte, les exclusions, les comparaisons possibles ou les intérêts de celui qui le met en avant. Nous disons : « Le pays est en crise. » En réalité, nous avons reçu une sélection de signes qui nous permettent de dire « crise », parfois à juste titre, parfois avec retard, parfois trop tôt, parfois de manière très commode pour ceux qui voulaient déjà imposer des mesures au nom de l'urgence.

Un événement réel n'est pas encore un événement public.

L'événement réel est ce qui arrive dans le monde matériel : des corps, des lieux, des dates, des gestes, des décisions, des conséquences. Il peut être massif ou minuscule, visible ou discret, documenté ou confus. Il peut être vécu par ceux qui sont sur place sans être encore raconté ailleurs. Il peut laisser des traces, des morts, des blessés, des dégâts, des documents, des témoignages. Il peut exister même si personne ne le regarde.

L'événement public, lui, est ce que l'espace collectif reconnaît comme digne d'attention.

Il naît quand l'événement réel est sélectionné, nommé, résumé, transmis et placé dans un récit accessible. Il devient une information, puis parfois une séquence médiatique, un débat, une indignation, une campagne, une polémique, une cause, une justification, une preuve. Ce passage n'a rien d'automatique. Un fait réel peut rester invisible. Un autre peut devenir énorme. Un troisième peut apparaître tard, déformé par le temps, les intérêts ou les mots disponibles pour le raconter.

La première machine du récit est donc la transformation du réel en événement public.

Elle commence par une question rarement posée : pourquoi celui-ci ?

Pourquoi cette manifestation et pas cette autre ? Pourquoi cette mort et pas ces centaines de morts lentes, administratives, dispersées, moins filmables ? Pourquoi ce pays en une et cet autre en silence ?

Pourquoi cette violence visible et pas celle qui a fabriqué les conditions de la scène ? Pourquoi cette déclaration coupée en phrase-choc et pas le raisonnement complet, aussi ennuyeux soit-il ? Pourquoi ce chiffre et pas la série entière ?

La réponse n'est pas toujours cynique. Il est impossible de tout montrer.

C'est important de le dire, parce que sans cette nuance, on tombe vite dans la critique de comptoir. Aucun média, aucune institution, aucune personne, aucune plateforme ne peut faire entrer tout le réel dans un espace public limité. Le monde produit plus d'événements que nos yeux, nos cerveaux, nos écrans et nos journées ne peuvent en absorber. Il faut trier. Il faut résumer. Il faut choisir. Il faut hiérarchiser. Même le refus de hiérarchiser deviendrait une hiérarchie déguisée, avec l'élégance habituelle des contradictions humaines.

Le tri est donc inévitable.

Le danger commence quand ce tri devient invisible.

Quand la sélection se présente comme la réalité elle-même. Quand l'angle choisi disparaît derrière l'apparence de neutralité. Quand le résumé prend la place de la situation. Quand le titre devient plus puissant que le contenu. Quand l'image devient plus vraie que ce qu'elle montre. Quand la dépêche initiale fixe le cadre que tout le monde va ensuite répéter. Quand le communiqué d'une institution devient la base du récit public sans que son origine soit clairement interrogée.

Une dépêche, par exemple, n'est pas le réel. C'est une première forme de mise en récit. Elle doit aller vite. Elle doit condenser. Elle doit répondre aux questions élémentaires : qui, quoi, où, quand, comment, parfois pourquoi. Elle peut être rigoureuse, utile, nécessaire. Mais elle est déjà une construction. Elle choisit l'information principale. Elle formule. Elle ordonne. Elle cite certaines sources et pas d'autres. Elle donne parfois le ton initial que d'autres médias reprendront presque mécaniquement.

Ensuite viennent les titres.

Le titre est une arme minuscule qui fait beaucoup trop de dégâts pour sa taille. Il promet de résumer, mais il oriente. Il doit attirer, donc il simplifie. Il doit être court, donc il coupe. Il doit être lisible, donc il choisit un axe. Un titre peut transformer une manifestation en trouble à l'ordre public, une décision économique en nécessité responsable, une catastrophe écologique en accident, une répression en opération de maintien de l'ordre, une inquiétude sociale en colère irrationnelle.

Ce n'est pas seulement une question de style.

Le titre est souvent ce que la majorité retiendra. Beaucoup de lecteurs ne lisent pas l'article, ou le lisent déjà sous l'influence du titre. Une phrase placée en haut de page peut devenir la grille à travers laquelle tout le reste sera compris. Le texte peut nuancer ensuite. Trop tard. Le cadre est posé. La porte d'entrée est choisie. Le lecteur est déjà dans le couloir.

Le montage joue le même rôle dans l'image et la vidéo.

Une vidéo n'est jamais seulement une fenêtre ouverte sur le réel. Même quand elle n'est pas truquée, elle est située. Quelqu'un filme depuis un point précis. Le début manque souvent. La fin manque parfois. Le hors-champ est énorme. Le son est partiel. Le contexte est absent. Le moment choisi devient toute l'histoire. Une scène de violence peut être réelle, mais ne rien dire seule de ce qui l'a précédée. Une foule peut être montrée sous un angle qui la rend massive ou marginale. Une rue peut sembler en chaos si la caméra reste sur trois poubelles en feu, pendant que le reste du quartier continue à respirer hors champ.

Cela ne veut pas dire que les images ne prouvent rien.

Une image peut documenter. Une vidéo peut révéler. Un enregistrement peut empêcher un mensonge officiel de tenir debout. Ce serait absurde de nier cette puissance. Les images ont souvent rendu visibles des violences que les institutions préféreraient classer dans la catégorie très pratique des « incidents isolés ». Mais une image n'est pas le réel entier. Elle est une preuve possible, pas une totalité. Elle montre quelque chose. Elle ne montre jamais tout.

Les résumés, eux, agissent plus doucement.

Ils prétendent aider. Et souvent, ils aident vraiment. Tout le monde n'a pas le temps de lire un rapport de quatre cents pages, une décision de justice complète, une chronologie historique détaillée ou un dossier géopolitique qui demanderait trois vies et un stock de café médicalement préoccupant. Résumer est nécessaire. Mais résumer, c'est choisir ce qui reste quand on coupe. Et ce qui tombe au sol n'est pas toujours secondaire.

Une catastrophe peut ainsi être présentée par son bilan humain immédiat : nombre de morts, nombre de blessés, nombre de disparus. C'est indispensable. Les corps comptent. Les pertes comptent. Mais si le récit s'arrête là, il peut effacer les causes structurelles : urbanisme dangereux, corruption, dérèglement climatique, négligence industrielle, infrastructures abandonnées, choix politiques anciens, populations déjà fragilisées. Le fait public devient alors une tragédie soudaine, presque naturelle, alors qu'il est peut-être l'aboutissement d'une longue chaîne de décisions parfaitement humaines.

C'est l'un des grands tours de magie du récit public : transformer des conséquences politiques en malheurs apparemment spontanés.

Un immeuble s'effondre. On parle des victimes, des secours, de l'émotion nationale. Puis, parfois, seulement parfois, on remonte vers les permis, les contrôles, les matériaux, les avertissements ignorés, les responsabilités. Mais le premier récit a déjà fixé quelque chose : la catastrophe comme choc. Si l'on ne force pas l'analyse, elle restera un drame. Pas une structure qui a fini par tuer.

La déclaration politique réduite à une phrase fonctionne aussi comme une machine à appauvrir.

Un responsable parle pendant vingt minutes. Une phrase est extraite. Elle devient un titre, une séquence, une polémique. Peut-être que la phrase résume vraiment sa pensée. Peut-être qu'elle la trahit. Peut-être qu'elle révèle une violence cachée. Peut-être qu'elle est maladroite, mais pas centrale. Peut-être qu'elle est exactement ce que ses adversaires attendaient pour construire leur propre récit. Dans tous les cas, le public reçoit rarement le discours entier. Il reçoit une unité de circulation rapide : une phrase prête à commenter, partager, condamner, défendre.

L'espace public adore les morceaux transportables.

Une phrase courte voyage mieux qu'un raisonnement. Une image forte voyage mieux qu'un dossier. Un chiffre brutal voyage mieux qu'une méthodologie. Une scène choquante voyage mieux qu'une analyse de causes. C'est humain, technique, médiatique, économique et politique à la fois. Le problème n'est pas seulement que les gens seraient idiots. Ce diagnostic est tentant, mais il a le charme intellectuel d'une flaque. Le problème est que les formats publics récompensent ce qui circule vite.

Une manifestation résumée à un chiffre de participation en est un exemple parfait.

Le chiffre peut être nécessaire. Il donne une mesure. Il permet de comparer. Il indique une force ou une faiblesse apparente. Mais très vite, il peut dévorer tout le reste. On discute du nombre. Police ou organisateurs ? Hausse ou baisse ? Succès ou échec ? Le récit se réduit à une bataille arithmétique, pendant que les raisons de la mobilisation, les profils des participants, les revendications, les colères, les contradictions internes, les absents, les effets politiques réels passent au second plan.

Une manifestation n'est pas seulement un volume humain.

C'est un symptôme, une organisation, une émotion collective, une mise en scène, un rapport de force, une mémoire sociale, parfois une tentative désespérée d'être enfin compté autrement que dans les statistiques qu'on inflige aux pauvres, aux travailleurs, aux malades, aux oubliés et à toutes les catégories qu'on adore mesurer quand il s'agit de ne pas les entendre.

Mais le chiffre rassure. Il donne l'impression de savoir. Il permet de conclure vite. Cent mille : important. Dix mille : faible. Un million : historique. Trois mille : marginal. Cette lecture peut avoir une part de vérité, mais elle est pauvre si elle devient toute l'histoire.

Un conflit réduit à son dernier épisode produit le même appauvrissement.

Une attaque survient. Une riposte suit. Une image circule. Un dirigeant parle. Des condamnations tombent. Le récit commence souvent au moment le plus visible, c'est-à-dire rarement au début réel. Les causes anciennes, les humiliations accumulées, les accords rompus, les intérêts étrangers, les blessures territoriales, les mémoires collectives, les économies de guerre, les propagandes croisées, les responsabilités multiples disparaissent derrière l'événement le plus récent. Le public croit entrer dans une histoire. Il entre au chapitre vingt-six, sans résumé des vingt-cinq premiers.

Ce raccourci n'est pas neutre.

Commencer un récit au dernier épisode, c'est parfois décider implicitement qui apparaît comme agresseur pur, qui apparaît comme victime pure, qui semble réagir, qui semble provoquer, qui semble raisonnable, qui semble barbare. Le point de départ d'une histoire est une décision politique. Celui qui choisit où commence le récit choisit déjà une partie du sens.

Là encore, il ne s'agit pas de tout relativiser. Certaines attaques sont réelles. Certaines responsabilités sont directes. Certaines violences ne disparaissent pas parce qu'on ajoute du contexte. Le contexte n'est pas une lessive morale. Il ne sert pas à blanchir. Il sert à comprendre. Sans lui, on condamne peut-être justement une scène, mais on reste incapable de lire la machine qui l'a produite.

Et une société incapable de lire les machines se contente de s'indigner devant les sorties de fumée.

Le communiqué officiel est une autre pièce centrale de cette mécanique.

Il a l'air pratique. Il apporte une information rapide, structurée, autorisée. Une institution dit ce qu'elle sait, ce qu'elle fait, ce qu'elle affirme, ce qu'elle conteste. Une entreprise annonce une mesure. Un gouvernement donne une version. Une armée décrit une opération. Une organisation internationale formule une position. Un hôpital communique un bilan. Un ministère présente des données.

Tout cela peut être utile.

Mais un communiqué n'est jamais une parole tombée du ciel. C'est une parole située. Elle défend une institution, un rôle, une responsabilité, une image, une stratégie. Elle choisit ses mots avec soin. Parfois avec une telle prudence qu'on sent presque les avocats transpirer entre les lignes. Elle dit ce qu'elle peut dire, ce qu'elle veut dire, ce qu'elle doit dire, et parfois ce qu'elle espère que personne ne prendra le temps d'aller vérifier trop vite.

Quand un communiqué devient la base principale d'un article, le récit public commence déjà avec une source intéressée. Ce n'est pas forcément illégitime. Une institution peut disposer des premières informations. Mais si cette parole n'est pas identifiée comme telle, si elle n'est pas confrontée, située, replacée, elle peut devenir le socle d'une vérité publique fragile, présentée avec l'aplomb tranquille de l'évidence.

Le même problème apparaît avec les traductions.

Un fait international arrive rarement intact dans une autre langue. Traduire, ce n'est pas seulement remplacer un mot par un autre. C'est transporter un monde de nuances, de références, de connotations, de contextes politiques. Un terme utilisé dans un pays peut n'avoir aucun équivalent exact ailleurs. Un slogan peut perdre sa charge historique. Une déclaration peut paraître plus brutale ou plus modérée selon la traduction. Une catégorie administrative ou politique peut être importée dans une autre langue avec une fausse familiarité.

L'espace public adore croire que les mots voyagent sans bagages.

C'est faux.

Les mots ont des passeports chargés.

Ils transportent des histoires, des conflits, des hiérarchies, des peurs, des habitudes. Une mauvaise traduction, ou une traduction trop rapide, peut fabriquer un malentendu durable. Une traduction intéressée peut faire pire : elle peut déplacer le sens jusqu'à rendre une position plus acceptable, plus scandaleuse, plus exotique, plus menaçante ou plus ridicule qu'elle ne l'était dans son contexte initial.

À ce stade, le fait brut a déjà subi plusieurs opérations.

Il a été sélectionné. Il a reçu une date publique, parfois différente de son histoire réelle. Il a été résumé. Il a été titré. Il a été illustré. Il a parfois été traduit. Il a été placé à un endroit dans une hiérarchie. Il a été associé à une émotion. Il a été expliqué par certaines voix et pas par d'autres. Il a été privé de certaines causes ou de certaines conséquences. Il est devenu consommable.

Ce mot est désagréable. Il est pourtant utile.

L'information publique doit être consommable. Elle doit entrer dans des formats, dans des journaux, dans des fils d'actualité, dans des bulletins, dans des vidéos, dans des conversations. Mais le réel, lui, n'a aucune obligation de tenir dans un format. Il déborde. Il résiste. Il s'encombre de contradictions. Il mélange des causes lentes et des scènes rapides. Il ne respecte pas les contraintes de lisibilité. Il se fiche éperdument du temps d'attention moyen.

La machine publique doit donc le réduire.

Réduire n'est pas toujours mentir. C'est parfois rendre accessible. Un bon travail d'information consiste justement à réduire sans trahir, à simplifier sans falsifier, à contextualiser sans noyer, à choisir sans rendre invisible l'existence du choix. C'est difficile. C'est même un métier, quand il est fait sérieusement. Le problème n'est pas que les faits soient traités. Le problème est que le traitement soit oublié.

Quand le traitement disparaît, le lecteur reçoit une version comme si elle était le fait lui-même.

C'est là que commence la confusion.

On ne dit plus : « Voici une présentation de ce qui s'est passé. »

On dit : « Voici ce qui s'est passé. »

La nuance paraît petite. Elle est immense.

Dans le premier cas, le récit laisse une porte ouverte. Il admet implicitement qu'il y a un angle, un choix, une forme, peut-être des limites. Dans le second, il se confond avec le réel. Il s'impose comme totalité. Il ne demande plus à être lu. Il demande à être cru.

Le public n'a pas toujours les moyens de remonter la chaîne. Il ne peut pas vérifier chaque source, chaque image, chaque chiffre, chaque traduction, chaque absence. Personne ne le peut. Même les plus consciencieux vivent avec une part de confiance. Il faut bien accorder du crédit à des intermédiaires, sinon on finit enfermé dans une cave mentale à douter de la météo parce qu'on n'a pas personnellement interrogé les nuages.

La question n'est donc pas de supprimer la confiance.

La question est de savoir à quoi elle s'attache.

Fait-on confiance à une méthode, ou à une apparence ? À une source identifiée, ou à une phrase qui circule bien ? À une enquête, ou à un titre ? À un contexte, ou à une émotion ? À une pluralité de regards, ou à une version répétée partout parce qu'elle est la plus facile à reprendre ?

Le fait brut existe peut-être quelque part, dans la matière du monde, dans les corps, les lieux, les archives, les traces, les données, les témoignages. Mais dans l'espace public, ce fait brut arrive presque toujours habillé. Parfois correctement. Parfois pauvrement. Parfois avec un costume trop large. Parfois avec un uniforme. Parfois avec un déguisement de carnaval idéologique. Parfois avec une blouse blanche, un graphique propre et une voix calme, ce qui suffit à rassurer beaucoup de monde, preuve que l'humanité a encore du travail.

Lire un fait public commence donc par une précaution simple : ne pas confondre l'événement et son entrée dans le récit commun.

Ce qui est arrivé n'est pas exactement ce qui est raconté.

Ce qui est raconté n'est pas forcément faux.

Mais ce qui est raconté est toujours une forme.

Et une forme se regarde.

Elle se questionne. Elle se démonte. Elle se compare. Elle se replace. Elle se ralentit. Elle se relie à ce qui manque. Elle se confronte à d'autres sources. Elle se lit non comme une vérité nue, mais comme une proposition de lecture du réel.

Ce premier chapitre pose donc une règle fondamentale pour tout le livre : avant de demander si un récit est vrai ou faux, il faut demander comment le fait est devenu public.

Qui l'a fait entrer ?

Sous quelle forme ?

Avec quel titre ?

Avec quelle image ?

Avec quelle source ?

Avec quelle coupe ?

Avec quelle urgence ?

Avec quelle absence ?

Avec quel contexte ?

Avec quelle utilité ?

Ces questions ne détruisent pas le fait. Elles le protègent parfois contre son propre emballage.

Car un fait peut être réel et mal servi. Il peut être vrai et utilisé de travers. Il peut être grave et raconté pauvrement. Il peut être juste et devenir injuste par ce qu'on lui fait porter. Il peut être nécessaire à connaître et dangereux à simplifier.

Le fait brut n'existe presque jamais dans l'espace public.

Ce n'est pas une raison pour renoncer aux faits.

C'est une raison pour regarder la machine qui les transforme avant de les déposer dans nos têtes.